

REBRANDING

AFG Group dévoile les nouvelles identités visuelles de ses filiales au Cameroun

Au Cameroun, AFG est présente à travers la Banque Atlantique qui devient AFG Bank et Atlantique Assurances qui sera désormais AFG Assurances. La cérémonie de rebranding a été officialisée lundi 3 mars 2025 à Yaoundé en présence du ministre des Finances, Louis Paul Motaze. **P.5**



TRANSPORT FERROVIAIRE

Camrail revendique 12 milliards de Fcfa d'investissement chaque année

La Cameroon Railways Company (Camrail), concessionnaire unique du réseau ferroviaire au Cameroun, a révélé dans un récent communiqué qu'elle investit « chaque année près de 12 milliards de FCFA » dans le transport ferroviaire. Par ailleurs, l'entreprise affirme verser annuellement « environ 10 milliards de FCFA à l'Etat sous forme d'impôts et de taxes ». **P.3**



EXPLOITATION MINIERE

Ce que propose la Sonamines pour renforcer les réserves d'or stratégiques de l'Etat en 2025

La Société nationale des mines (Sonamines) du Cameroun s'apprête à opérationnaliser son droit de préemption en matière d'achat, de vente, de transit et d'exportation des substances précieuses et semi-précieuses. **P.4**



FOCAC 2025-2027

Concrétiser la nouvelle approche de la Chine dans ses investissements en Afrique

L'Africa-China Centre for Policy & Advisory (ACCPA) a organisé un webinaire enrichissant le 25 février dernier, analysant le paysage post-FOCAC. Des experts d'institutions de renom ont échangé sur l'évolution de la position de l'Afrique dans les discussions avec la Chine, sur le virage vers des investissements à fort impact, ainsi que sur la réalisation des engagements du FOCAC depuis septembre dernier. **P.7**



Orange Cameroun ambitionne d'offrir 315 opportunités d'emploi aux jeunes en 48 heures grâce au Speed Recruiting de l'Orange Digital Center

Rendu à sa 7ème édition, placée sous le haut parrainage de Issa Tchiroma Bakary, Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle représentée par Camille Mouté à Bidias, DG du Fonds National de l'Emploi (FNE), le rendez-vous de ce 4 mars 2025 a drainé une foule immense au Krystal hôtel de Douala où Orange Cameroun a à travers son centre d'innovation, l'Orange Digital Center, confirmé sa promesse de s'engager en faveur du développement de l'employabilité des jeunes. Sous le naming de Speed Recruiting.



Prenant la parole pour accueillir ses hôtes parmi lesquels plusieurs entreprises et PME partenaires de cette 7ème édition, Patrick Benon, DG d'Orange Cameroun rappellera que le Speed Recruiting est forum de l'emploi qui est une partie intégrante des programmes piliers d'Orange Digital Center qui va bien au-delà et déploie une boucle vertueuse d'activités visant à capaciter les jeunes et à accélérer leur insertion socio-professionnelle à travers 03 axes : la découverte et la sélection des jeunes talents, leur formation aux aptitudes et

l'écosystème de l'emploi au Cameroun : le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) partenaire co - organisateur et le Fonds National de l'Emploi, organe institutionnel professionnel du domaine et support technique du programme. Cette édition verra la participation de 65 entreprises en quête de jeunes talents, et de plus de 500 chercheurs d'emplois convoqués à l'issue d'un processus d'inscription en ligne lancé en fin 2024, où les candidats désireux de faire carrière dans les métiers du numérique étaient invités à postuler via un lien.

métiers à forte valeur ajoutée, et leur insertion dans les milieux professionnels.

Du 4 au 5 Mars à Douala, cette 7ème édition du Speed Recruiting parrainée par le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle réunit les acteurs majeurs de

A l'issue des 48 heures d'interactions, les 315 offres d'emploi qui constituent l'offre Speed Recruiting de cette 7e édition seront octroyés par le panel riche et varié des entreprises partenaires invitées à participer parmi lesquelles des multinationales (Total Energies, Bange Bank, Orange Money Cameroun, Orange Cameroun, Intelcia), les entreprises parapubliques, les PME et les TPE.

Tout en relevant la gratuité de toutes les opérations du Speed Recruiting, Orange Cameroun note qu'à l'issue de cette 7e édition, pour Patrick Benon « ce forum de l'emploi vient conforter notre volonté en tant qu'acteur social de servir de canal de mise en relation d'entreprises en quête de talents avec des jeunes qualifiés afin qu'ils intègrent l'écosystème des partenaires d'Orange Digital Center qui est un wagon important du train de la transformation numérique nationale voulue par le Président de la République et dont Orange Cameroun est un acteur majeur ».

Les 6 éditions précédentes ont contribué à la facilitation de l'insertion professionnelle de près de 900 jeunes dans des structures locales

et internationales démontrant ainsi l'attachement de l'opérateur à offrir une égalité de chance de développement à chaque jeune, famille et communauté camerounaise. S'exprimant au nom du Parrain de l'évènement, Camille Mouté à Bidias, saluera l'initiative et rappelant qu'elle est la preuve de l'importance et la force du partenariat public/privé, de même qu'il invitera d'autres entreprises à suivre l'exemple d'Orange Cameroun.



Eco-tidien

Tous les lundis dans vos kiosques



Hebdomadaire Economique et Financière
Bien informer pour mieux investir en Afrique

contacts: 696 82 03 94 / 677 23 95 67

PROGRAMME ELLEVER 2.0

Ecobank Cameroun lance une version améliorée en faveur des femmes entrepreneures

Afin de combler le déficit de financement des femmes entrepreneures en Afrique, Ecobank Cameroun, filiale du groupe panafricain Ecobank, a dévoilé une version considérablement améliorée de sa solution de financement « Ellever par Ecobank », existante et plusieurs fois primée. Ces évolutions renforcent l'engagement de Ecobank Cameroun en faveur des entreprises appartenant à des femmes, dirigées par des femmes et axées sur les femmes, tout en renforçant sa compétitivité sur le marché.

La Banque mondiale estime que la suppression des inégalités de genre en Afrique pourrait ajouter 2 500 milliards de dollars au PIB du continent d'ici 2025, soulignant l'urgence d'investir dans les femmes – non seulement pour la justice sociale, mais aussi pour un avenir plus prospère et plus équitable pour toutes les Africaines et tous les Africains.

En réponse, le programme amélioré « Ellever » de Ecobank Cameroun devient plus ambitieux et plus inclusif, conçu pour répondre aux divers défis auxquels sont confrontées les femmes entrepreneures. Le programme s'étend au-delà des clientes nouvelles et existantes de la Banque Commerciale ainsi que les dirigeantes d'entreprise, les clientes de la Banque des Grandes Entreprises pouvant jouer le rôle de mentors. Grâce à cette expansion, les entrepreneures individuelles – celles des secteurs formel et informel – peuvent désormais bénéficier pleinement des solutions financières et non financières améliorées de la banque.

La banque a conçu des packages de différentes tailles afin de favoriser l'adhésion de la majorité de femmes entrepreneures formels. Au niveau des financements, l'adhésion au programme Ellever donne droit à une réduction de moitié des frais de dossier. Des efforts sont également observés au niveau des garanties bancaires à fournir. Mme Georgette Ngo Piiim, responsable de l'agence Ellever d'Ecobank a annoncé une réduction de 50% sur la valeur des garanties pouvant aller à 25%. A ces avantages s'ajoute l'offre digitale, l'accès aux marchés qui permet de trouver de nouveaux clients et d'accéder à de nouveaux marchés à travers l'Afrique grâce à une plateforme innovante de mise en relation en ligne dénommée MyTradeHub et des formations sans frais, des webinaires de partage de connaissances et d'autres initiatives pour améliorer les compétences en gestion d'entreprise et en leadership.

L'innovation de ce programme s'observe dans son extension aux entrepreneurs informels.

Selon la responsable d'agence Ellever d'Ecobank, ce sont ces femmes entrepreneures qui travaillent encore en retrait des offres et services financiers et qui estiment leur business à un niveau inférieur ne leur permettant pas l'accès au marché formel. A cette catégorie de femmes entrepreneurs, le programme Ellever d'Ecobank offre des accompagnements personnalisés à la formalisation de leur business et des opportunités de financements multiples.

« Les femmes d'affaires africaines méritent les meilleurs produits, services et solutions bancaires possibles pour faciliter le chiffre d'affaires, la rentabilité et la croissance commerciale de leurs entreprises. En plus de favoriser l'inclusion financière et d'offrir des taux de prêt et de dépôt très compétitifs ; des solutions numériques de paiement, d'encaissement et de gestion de trésorerie à la pointe de la technologie. Nous les aidons également à étendre leur marché et leur clientèle à travers le continent africain grâce au e-commerce et à notre plateforme innovante de mise en relation en ligne MyTradeHub ; et de proposer une gamme de cours de formation pour améliorer leurs compétences en matière d'affaires et de leadership » soutient Gwendoline Abunaw, Administrateur directeur général d'Ecobank Cameroun.

Notons que, Ellever marque le début d'une nouvelle ère pour le financement en faveur des femmes. Plus vaste, plus performant et plus inclusif, ce programme apporte une valeur ajoutée exceptionnelle aux entrepreneures et aux dirigeantes d'entreprise. L'optimisation des produits et solutions pour les femmes entrepreneures afin de positionner Ecobank Cameroun comme leur banque de référence



Comblant le déficit de financement des femmes entrepreneures en Afrique

s'inscrit dans cette volonté de la banque panafricaine d'accélérer la réalisation de ses objectifs stratégiques de Croissance, Transformation et Rendements. Elle est également en accord avec l'objectif du Groupe de promouvoir l'égalité des genres et de contribuer au développement durable.

Présentent à cette rencontre, Les autorités administratives, représentées par les Délégués régionaux des ministères de la promotion de la femme et de la famille (Minproff) et celle des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat (Minpmeesa) pour le Littoral ont réaffirmé leur engagement envers l'entrepreneuriat féminin à travers Ellever. Mme Gisèle Caroline Ekoh du Minproff, a imploré la banque à soutenir les femmes de bas échelle notamment les femmes rurales. Car ce sont ces femmes qui sont la base de l'économie et méritent une attention particulière dans le cadre de l'éducation et l'inclusion financière tandis que Mme BALLA NGONO Marie Berthe, du Minpmeesa, a encouragé les femmes entrepreneures, encore dans l'informel, à se formaliser en se rapprochant des centres de formalité des entreprises pour un encadrement technique et un accompagnement à la formalisation.

André Noir

RECAPITALISATION

AFG Assurance Cameroun veut faire passer son capital à 10 milliards de Fcfa en 2025

La compagnie d'assurance AFG Assurance Cameroun ambitionne de porter son capital de 9 milliards de FCFA sur les exercices 2023 et 2024 à 10 milliards de FCFA pour l'année 2025. Cette ambition a été dévoilée le 3 mars dernier, lors de la cérémonie officielle de changement d'identité de la compagnie, qui est passée d'Atlantique Assurance Cameroun à AFG Assurance Cameroun.



Théophile Fotadzong, DG AFG Assurance

Cette filiale camerounaise du pôle financier du groupe ivoirien AFG Holding se félicite d'une croissance constante depuis 2018. En effet, en 2018, AFG Assurance avait un capital de 1,35 milliard de FCFA, porté à près de 3 milliards de FCFA un an plus tard. En 2021, le capital s'élevait à 8,2 milliards de FCFA. Avec la barre des 10 milliards de FCFA à franchir en 2025, AFG Assurance Cameroun enregistrera une progression de 640 % de son capital en 7 ans, soit une moyenne annuelle de 33 %.

Grâce à ses performances, AFG Assurance se positionne à la 9^e place des 17 compagnies d'assurances présentes au Cameroun.

Rappelons que AFG Assurance Cameroun est la filiale assurance d'AFG Holding au Cameroun, tandis que AFG Bank Cameroun (anciennement Atlantique Bank Cameroun) assure le volet bancaire. Depuis 2023, Théophile Fotadzong Tchio, cumulant 15 années d'expérience dans le secteur des assurances, occupe le poste de directeur général d'AFG Assurance Cameroun.

Elise Nguélé

TRANSPORT FERROVIAIRE

Camrail revendique 12 milliards de Fcfa d'investissement chaque année

La Cameroon Railways Company (Camrail), concessionnaire unique du réseau ferroviaire au Cameroun, a révélé dans un récent communiqué qu'elle investit « chaque année près de 12 milliards de FCFA » dans le transport ferroviaire. Par ailleurs, l'entreprise affirme verser annuellement « environ 10 milliards de FCFA à l'État sous forme d'impôts et de taxes ».



Pour optimiser l'efficacité des opérations et d'améliorer la compétitivité des entreprises locales

Ces chiffres ont été communiqués lors des Rencontres économiques de Yaoundé, organisées du 26 au 27 février 2025 à l'initiative du Groupement des entreprises du Cameroun (GICAM), le patronat camerounais.

Au cours de cette rencontre, Alain Minoué, directeur commercial et marketing de Camrail, a rappelé que « en plus de nos solutions de

mobilité, notre contribution à la facilitation des enlèvements portuaires et à la compétitivité des corridors, notre contribution à la stabilisation des prix des hydrocarbures, le chemin de fer camerounais contribue à évacuer des volumes importants de marchandises destinés à l'exportation, principalement le bois en grumes et débités, le coton fibre, le sésame, la gomme arabique, dont d'importants volumes proviennent du Tchad et de la RCA. Ces opérations à l'exportation constituent d'importantes sources de rentrées de devises. »

D'abord filiale du groupe français Bolloré, puis de Africa Global Logistics (AGL), Camrail a remplacé la Régie nationale des chemins de fer du Cameroun (Regifercam) en 1999, au terme d'un processus de privatisation. Depuis lors, elle opère sur les 918 km de chemin de fer du Transcamerounais, assurant le transport de passagers et de marchandises.

Pour Mama Nsouchiat Fit, directeur général adjoint d'AGL Cameroun, « notre présence aux Rencontres économiques de Yaoundé a été une occasion précieuse de renforcer le dialogue avec les parties prenantes et de réaffirmer notre engagement pour une logistique moderne, performante et durable. AGL Cameroun continuera à accompagner le développement des infrastructures et services stratégiques pour soutenir la croissance du pays. »

AGL a d'ailleurs précisé que sa stratégie au Cameroun repose sur trois axes majeurs. D'abord l'optimisation de la fluidité des échanges commerciaux, en proposant des solutions logistiques adaptées aux besoins du marché camerounais et régional. Ensuite, l'accélération de la digitalisation des services logistiques, afin d'optimiser l'efficacité des opérations et d'améliorer la compétitivité des entreprises locales. Arrive en fin le développement de solutions logistiques durables et écoresponsables, en phase avec les objectifs du Cameroun en matière.

Omer Kamga

ENTREPRISE

BAUXITE DE MINIM MARTAP

L'Australien Canyon Resources projette ses premières exportations dès 2026

La compagnie minière australienne Canyon Resources, qui développe le projet Minim Martap dans la région de l'Adamaoua au Cameroun, prévoit de lancer ses premières exportations de bauxite à partir de 2026.

Dans un communiqué publié le 25 février dernier, le directeur général, Jean-Sébastien Boutet, a déclaré : « Les progrès réalisés sur notre projet de classe mondiale Minim Martap se poursuivent comme prévu, renforçant notre confiance dans le respect de notre calendrier de production. En particulier, l'analyse d'une stratégie de développement en deux phases s'est avérée particulièrement prometteuse, offrant la possibilité d'une production accélérée et d'une génération de revenus rapide, tout en positionnant stratégiquement la société pour capitaliser sur l'expansion de la capacité ferroviaire et l'établissement de relations clés dans la chaîne d'approvisionnement ».

La stratégie de développement en deux phases, qui permettrait de commencer la production à une échelle plus réduite avant de l'augmenter progressivement, est un aspect central de l'approche de Canyon pour Minim Martap. Cette méthode devrait permettre à la société d'amorcer rapidement ses exportations tout

en préparant une montée en puissance de ses opérations. Selon Canyon, cette approche présente l'avantage de garantir un retour sur investissement plus rapide et de sécuriser des revenus dès les premières étapes du projet.

Un autre aspect clé du projet Minim Martap est l'optimisation des infrastructures logistiques, en particulier la capacité ferroviaire nécessaire pour transporter la bauxite. Canyon dit travailler avec des consultants de « renommée internationale » pour améliorer l'efficacité du transport du minerai et garantir le respect des délais de livraison. « Des évaluations détaillées sont actuellement en cours pour améliorer l'efficacité logistique et explorer des stratégies d'expansion de la capacité qui soutiendront la croissance opérationnelle à long terme », peut-on lire dans le communiqué.

ACCORDS DE VENTE À LONG TERME

En parallèle, la société informe qu'elle poursuit des négociations avec des partenaires commerciaux pour sécuriser des accords de vente à long terme, essentiels pour la stabilité

et la rentabilité future du projet. Canyon estime que ces partenariats joueront un rôle crucial dans la réduction des risques liés au projet et dans la sécurisation des financements nécessaires à sa mise en œuvre.

Les récentes analyses menées par Canyon Resources ont confirmé le potentiel du gisement de bauxite de Minim Martap. Selon la compagnie, le site abrite des réserves estimées à 109 millions de tonnes de minerai, avec une teneur moyenne de 51,1 % d'alumine et 2% de silice, ce qui en fait une ressource de haute qualité pour la production d'aluminium.

Le projet a franchi une étape importante en juillet 2024, avec la signature d'une convention minière entre l'État du Cameroun et Canyon Resources, via sa filiale Camalco. Cette convention a permis à la société d'obtenir



Pour optimiser l'efficacité des opérations et d'améliorer la compétitivité des entreprises locales

le permis d'exploitation en septembre 2024. Actuellement, une étude de faisabilité détaillée (EFD) est en cours, avec une finalisation prévue pour le troisième trimestre 2025, apprend-on. Cette étude permettra de définir les derniers détails techniques et logistiques avant le début de la production.

EXPLOITATION MINIERE

Ce que propose la Sonamines pour renforcer les réserves d'or stratégiques de l'Etat en 2025

La Société nationale des mines (Sonamines) du Cameroun s'apprête à opérationnaliser son droit de préemption en matière d'achat, de vente, de transit et d'exportation des substances précieuses et semi-précieuses.



Serge Hervé Boyogueno, DG Sonamines

rencontres cadrent avec la stratégie de l'entreprise, adossée sur la formalisation et la structuration entière de la filière d'achat et de commercialisation de l'or afin de réduire significativement, voire d'éliminer la fraude. L'objectif poursuivi est de renforcer la contribution du secteur aurifère dans l'économie – il pèse aujourd'hui moins de 1% du Pib du Cameroun.

Ainsi, pour la phase pilote de mise en œuvre de cette stratégie, une provision de 5 milliards de Fcfa a été inscrite dans le budget de la Sonamines pour l'exercice 2025, sur une enveloppe budgétaire globale de 9 milliards de Fcfa. Ces ressources ont vocation à permettre à cette entreprise de patrimoine en charge du secteur minier, d'exercer efficacement son droit de préemption sur l'achat de la production des exploitations artisanales semi-mécanisées de substances précieuses et semi-précieuses au profit de l'Etat, conformément à l'article 26 de la loi du 19 décembre 2023 portant Code minier.

UNITÉ D'AFFINAGE

L'Etat voudrait en effet, à travers l'exercice de cette prérogative, accélérer la monétisation de l'or et renforcer ses réserves d'or stratégiques. La Sonamines travaille ainsi actuellement à maîtriser les circuits d'achats et d'approvisionnement de l'or afin de minimiser l'impact des réseaux informels et réduire la spéculation sur les prix de ce métal précieux, à optimiser les opérations d'achat et de commercialisation, et, enfin, à développer une politique de veille et de pénétration des marchés de négoce de l'or dans le monde. L'un de ses défis immédiats étant de finaliser son projet de mise en place d'une unité d'affinage d'or devant être partie intégrante de la chaîne de valeur destinée à valoriser l'or 24 carats – le Cameroun disposait de 500 kg de réserves dans cette gamme en 2023 -, la commercialisation de l'or à l'international ne pouvant se faire que sous forme affinée.

Le Cameroun, à travers la Sonamines, a l'ambition de se positionner dans tous les grands centres de négoce d'or dans le monde, afin d'en tirer le meilleur parti. Il vise dans cette perspective une présence sur tous les segments de marché,

de manière à obtenir des contrats lui permettant d'écouler son or à de meilleurs prix et à des conditions basées sur le modèle « ventes en état futur d'achèvement » pratiqué dans l'immobilier. « Ce sont les paiements faits à l'avance par les clients qui permettront de financer les opérations d'achats de leurs commandes », souligne le directeur général de la Sonamines, Serge Hervé Boyogueno.

Dans cette optique, il sera question, en termes d'actions : de prospecter les marchés nationaux et internationaux à la recherche de fournisseurs d'une part et de clients d'autre part ; de prospecter les marchés financiers et aurifères nationaux, régionaux et internationaux pour la mobilisation des financements en vue de rendre pérennes les opérations d'achat et de commercialisation de l'or... Etant entendu que 11,7 tonnes d'or sont sorties du Cameroun en 2017 de manière frauduleuse, selon Interpol. Et sur les 10 dernières années, le Cameroun en a collecté et acheté 730. L'apport de la Sonamines en trois ans représente 630 kg.

STRATEGIE

Le Port Autonome de Kribi se positionne comme un acteur clé pour la relance économique nationale

Les 26 et 27 février 2025, l'hôtel Hilton de Yaoundé a accueilli la première édition des Rencontres Économiques du Cameroun, un événement majeur organisé par le Groupement des Entreprises du Cameroun (GECAM). En tant que sponsor Gold, le Port Autonome de Kribi (PAK) a marqué sa présence au cœur des échanges stratégiques visant à redynamiser l'économie nationale dans un contexte mondial en pleine mutation.

Sous le haut patronage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, accompagné de plusieurs membres du gouvernement, cette rencontre d'envergure a réuni décideurs économiques, experts et acteurs politiques autour du thème : « Relancer l'économie camerounaise dans le contexte de mutation profonde de l'économie mondiale : quelles sont les clés ? »

À travers des ateliers thématiques de haut niveau, les discussions ont porté sur des solutions concrètes pour renforcer la compétitivité des entreprises, favoriser l'investissement et assurer une croissance durable.

En tant que hub logistique stratégique, le Port Autonome de Kribi a mis en avant son rôle clé dans l'attractivité économique du Cameroun et de la sous-région. Avec ses infrastructures modernes et sa connectivité régionale optimisée, il s'impose comme un levier essentiel pour

la transformation structurelle de l'économie camerounaise.

CE QU'ON PEUT RETENIR DU PORT DE KRIBI

« 1000 milliards de Fcfa recouverts par le secteur de Douane II de Kribi, environ 4000 emplois directs ont été créés autour de la place du Port de Kribi et également 4000 emplois indirects. Le Port a lancé un projet de dématérialisation et de digitalisation qui facilite la tâche des opérations au Port de Kribi » a indiqué Patrice Melom, Directeur général du PAK lors de son discours de clôture de l'évènement. En participant activement à ces échanges, le PAK confirme son engagement à accompagner les entreprises et à contribuer au développement économique durable du Cameroun et de l'Afrique centrale.

EN TERME DE PERSPECTIVES

« Nous avons entrepris l'extension de la phase 2 dont les travaux sont entièrement achevés et la réception technique a déjà eu lieu et depuis ce temps le Port de Kribi a pratiquement doublé ses capacités en terme de linéaire de quai, ce qui permet de tripler les capacités en terme de traitement des marchandises. Le terminal à conteneur va donc passer de 350.000 PDV à 1 million, tandis que le terminal polyvalent passera de 1,2 million tonnes à 3 millions au moins. En terme de perspective, il y a le réaménagement d'une zone industrielle intégrée. Il s'agit donc sur une superficie de 2100 hectares, d'aménager une zone industrielle selon les meilleurs standards mondiaux. Ce que nous attendons comme contribution de cette zone



L'équipe du PAK aux Rencontres Economiques du Cameroun

industrielle, 1500 milliards de recettes fiscales supplémentaires sur 15 ans. Nous attendons des recettes de 8 à 10% du PIB national sur la même période et environ 200.000 emplois directs et indirects » a conclu Patrice Melom.

Omer Kamga

REBRANDING

AFG Group dévoile les nouvelles identités visuelles de ses filiales au Cameroun

Au Cameroun, AFG est présente à travers la Banque Atlantique qui devient AFG Bank et Atlantique Assurances qui sera désormais AFG Assurances. La cérémonie de rebranding a été officialisée lundi 3 mars 2025 à Yaoundé en présence du ministre des Finances, Louis Paul Motaze

Atlantic Financial Group (AFG), la holding bancaire du milliardaire ivoirien Koné Dossoungui a procédé au changement de nom et d'identité visuelle de son pôle financier au Cameroun. Ainsi, ses filiales bancaires et assurancielles seront respectivement identifiées par l'appellation d'AFG Bank et AFG Assur. Ce changement d'identité nominative et visuelle s'inscrit dans le cadre du vaste chantier de réinvention entrepris il y'a maintenant un an. Après des transformations majeures et des innovations stratégiques, la banque et l'assureur se dévoilent sous leurs nouvelles identités, en parfaite cohérence avec la vision du Groupe panafricain auquel ils appartiennent. « Ce passage à une nouvelle identité est le reflet d'une ambition renforcée et d'une vision tournée vers l'avenir. Il s'agit d'un tournant majeur qui nous permet de mieux incarner la dynamique du groupe AFG en consolidant notre position en tant qu'acteur majeur de référence sur le marché bancaire Camerounais » a souligné Eric Valérie Zoa, Directeur général d'AFG Bank Cameroun.

La réinvention, qui a commencé par la migration du Système Bancaire Central de la Banque Atlantique Cameroun en fin d'année 2023, ainsi que d'autres programmes de transformation interne était le fil d'ariane qui devait servir de boussole directionnelle et dont le point culminant est ce changement d'identité

visuelle. Elle se présente donc aujourd'hui comme la matérialisation de sa vision et de ses enjeux majeurs qui sont de fournir une expérience client unique et différenciée avec des offres digitales inédites qui la rendront plus moderne, plus innovante et plus proche de la clientèle.

Avec pour ambition de devenir le partenaire financier de référence au Cameroun, la Banque Atlantique a réalisé des performances exceptionnelles en 2023, dépassant les objectifs qui lui ont été fixés. Ces brillantes performances qui sont le résultat des efforts conjugués de l'ensemble de ses équipes commerciales et support. Avec à son compteur 22 agences au plan national, la Banque Atlantique se taille une place de choix dans le financement de l'économie. Ce rebranding entre dans le cadre du programme de modernisation et de transformation digitale d'Atlantic Financial Group.

Comme la banque, Atlantique Assurance entend également tisser sa nouvelle toile avec ce changement, pour être encore plus près de sa clientèle. Depuis 2021, la compagnie gagne du terrain en évoluant à hauteur de 8,2 milliards, puis 9,8 milliards en 2022, ce qui lui vaut le rang de 9e compagnie d'assurance non-vie sur le marché camerounais qui compte 17 compagnies. Ce cap de 9 milliards franchi en à peine cinq années d'existence, est précieusement maintenu par la compagnie sur les



Léon Konan Koffi, PCA AFG Holding

exercices 2023 et 2024 avec une projection de surplanter la barre de 10 milliards dès 2025.

« Cette évolution est la manifestation de la mutualisation des forces aussi bien au niveau managérial que chez les opérationnels, mais aussi la mise en œuvre de la volonté de changer les choses, tout en marquant au quotidien, un pas après l'autre dans le but de tutoyer les sommets » indique la compagnie d'assurances.

Présent à la cérémonie de rebranding, le ministre des Finances a lancé un appel pour le financement des PME et PMI qui sont selon lui le socle de l'économie nationale, représentant 80% de cette économie. D'après le Directeur général d'AFG Bank Cameroun, le capital de la

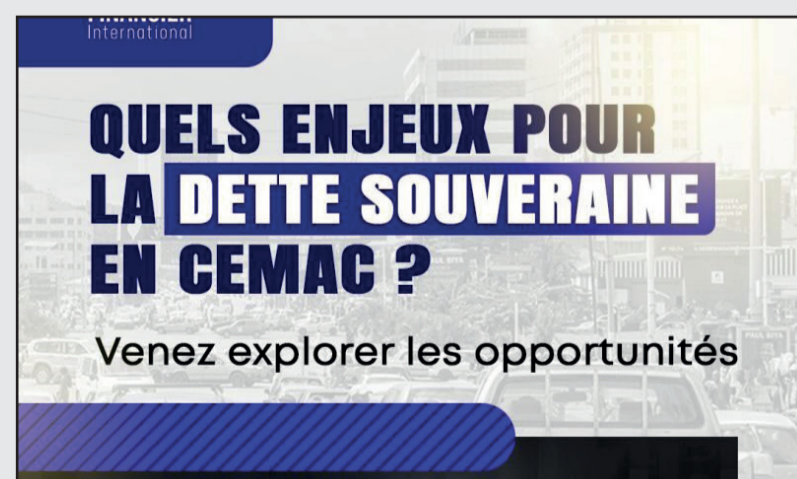
banque a été porté de 23 milliards de Fcfa à 28 milliards de Fcfa en 2023. A fin Janvier 2024, les fonds propres de la banque s'élèvent à près de 80 milliards de Fcfa, ce qui permet à la banque d'être en conformité avec les ratios prudentiels édités par la Cobac. Au 31 janvier 2025, avec un encours de 934 milliards de Fcfa et un encours de crédit à la clientèle de 568 milliards de Fcfa, la banque consolide sa 3e position sur le marché bancaire en terme de collecte de ressource et d'emprunt à la clientèle. A la même date, la banque dispose d'un portefeuille de titre public de plus de 500 milliards de Fcfa, « ce qui témoigne notre engagement constant à accompagner le secteur public » rappelle Eric Valérie Zoa.

André Noir

SOCIETE DE BOURSE

Un colloque financier international pour remodeler la dette souveraine des Etats de la CEMAC

A l'initiative des sociétés de bourse Contacter Capital et Horus Investment Capital, ainsi que du cabinet d'ingénierie juridique, fiscale et financière Akoa Mballa et Co., un colloque international sur la dette des pays de la CEMAC est prévu les 10 et 11 avril prochains à Yaoundé sur le thème « Dette souveraine des États de la CEMAC et opportunités de restructuration ».



sur la gestion de la dette souveraine de ces Etats, afin d'explorer des opportunités innovantes de restructuration adaptées à la sous-région.

Pour Paul Onono, directeur de Contacter Capital SA, le colloque de Yaoundé a pour

Les Etats de la CEMAC font face à des défis croissant en matière de gestion de leur dette souveraine. La crise économique mondiale, les fluctuations des prix des matières premières, ainsi que les crises sanitaires et sécuritaires ont accentués les pressions sur leurs finances publiques. Dans ce contexte, le colloque financier international se positionne comme une plateforme stratégique de réflexion sur les questions liées aux finances publiques des pays de la CEMAC en général et particulièrement

objectif de « trouver des solutions innovantes, adaptées et calibrées à nos économies ». L'événement vise également à valoriser l'expertise locale et à créer des synergies de partage d'expériences, tant au niveau local qu'international. L'expert financier rappelle que les pays de la CEMAC se sont lourdement endettés depuis 2011 et qu'aujourd'hui, il est « important de reprofiler cette dette pour redonner du souffle à nos économies ». Il ajoute qu'« à un moment donné, il est essentiel de faire le point sur l'endettement et de déterminer

si le niveau et, plus encore, la qualité de la dette correspond aux objectifs que l'on se fixe, afin de faciliter la levée de financements pour les projets futurs ».

Le colloque vise favoriser la mise en œuvre d'une plateforme collaborative entre les différentes parties prenantes notamment les États membres, les sociétés de bourses, institutions financières internationales, les banques et l'ensemble du secteur privé pour construire des solutions durables et efficaces. L'événement devrait réunir des personnalités de haut rang dans le domaine de la finance dans la sous-région, notamment le ministre des Finances du Cameroun, le gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale, le représentant pays de la Banque africaine de développement (BAD), des responsables du Fonds monétaire international (FMI), ainsi que des dirigeants d'institutions bancaires et financières publiques et privées.

Les participants au colloque aborderont plusieurs thèmes retenus pour cet événement, à savoir : l'état des lieux de la dette souveraine dans la CEMAC, les défis posés par cette dette, la structuration d'une

transaction de financement applicable à la dette souveraine, ainsi que les mécanismes de restructuration de la dette souveraine dans la CEMAC.

La dette souveraine est une dette émise ou garantie par un État ou par sa banque centrale, excluant ainsi les entreprises privées et les particuliers. Elle se compose principalement d'emprunts d'État, de bons du Trésor et d'obligations souveraines. Cette définition, largement adoptée par des institutions internationales telles que le FMI et la Banque mondiale, sert à évaluer la soutenabilité de la dette publique d'un pays.

On se souvient qu'en décembre 2024, le Cameroun avait accueilli un sommet d'urgence de la CEMAC sur la fragilisation de la stabilité macro-économique due à une diminution des réserves de change. L'une des causes de cette fragilisation réside dans les tensions de trésorerie de certains États membres, qui peinent par conséquent à rembourser leurs dettes.

Paul Nkala

GOUVERNANCE

CEMAC

Le FMI confiant dans la capacité de la sous-région à renforcer la stabilité du franc CFA

Cet optimisme est exprimé bien que la couverture des importations reste insuffisante, avec seulement 4,3 mois d'importations couvertes. La sous-région doit trouver des solutions à la baisse de la production pétrolière qui entraîne un faible renforcement des réserves et des difficultés à effectuer des emprunts importants.



Le Siège de la Cemac

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) est confiant au sujet de la capacité des réformes menées par les institutions et Etats membres de la zone CEMAC à améliorer la valeur de leurs actifs extérieurs nets entre mars et juin 2025, apprend-on d'un communiqué publié par l'institution le mercredi 26 février 2025. Cette solidité des actifs extérieurs nets est importante, car elle fait partie des piliers qui garantissent une stabilité du taux de change entre la monnaie localement utilisée (CFA-XAF) et l'euro.

Cet avis positif est exprimé bien que la Banque centrale (BEAC) n'ait pas atteint le niveau d'actifs extérieurs nets requis pour renforcer la stabilité financière. Selon la littérature économique, les actifs extérieurs nets représentent la différence entre les actifs financiers détenus par les résidents d'un pays à l'étranger et les engagements financiers des non-résidents envers ce pays. Autrement dit, ils mesurent la position nette entre ce qu'un pays doit payer à l'extérieur et ce qu'il attend comme paiement de l'international.

Sous le prisme de protéger sa stabilité extérieure, une réunion d'urgence avait été organisée en décembre 2024 à Yaoundé, la capitale du Cameroun et principale économie de la CEMAC, pour décider des mesures correctives à prendre afin d'éviter que des scénarios liés à une dévaluation de sa monnaie ne se confirment. Pour apprécier la solidité de cette position extérieure, le FMI regarde plusieurs indicateurs, mais l'un d'eux est la durée de couverture des importations par les réserves en devises.

Dans la norme, cette couverture est de 3 mois, mais pour les pays riches en ressources minières et qui en dépendent, comme c'est le cas pour les pays de la CEMAC avec le pétrole, le standard est fixé à 5 mois. Or, selon des données provisoires collectées par le FMI, la sous-région a terminé 2024 avec un niveau de couverture de 4,3 mois d'importations. Dans le même temps, la capacité de renforcement de ces réserves est faible.

Les prix du pétrole brut restent bas et ajoutent une pression sur une production qui recule. Dans le même temps, le prix des produits pétroliers comme l'essence ou le gasoil reste élevé sur les marchés internationaux, où l'on s'approvisionne en raison de raffineries

déficiences ou en arrêt (Cameroun). Par ailleurs, les gouvernements doivent retrouver un équilibre budgétaire en remboursant les arriérés de paiement sans accumuler de nouvelles dettes, ce qui réduit leurs capacités à intervenir dans le soutien aux exportations, à travers la production ou les infrastructures.

La CEMAC n'est pas en mesure de se tourner vers la solution de la dette de manière optimale, malgré un ratio moyen de dette sur PIB formel de seulement 50,9 %, contre plus de 100 % pour des pays parfois bien plus développés et sophistiqués. Pour un de ses Etats membres sous-programme comme le Cameroun, une partie des réformes le contraint à limiter le volume des nouveaux endettements. Même si les pays ciblent l'extérieur, les conditions sont assez rigoureuses et les avis des agences de notation n'aident pas toujours. Deux des pays notés par S&P Global Ratings (Tchad et Cameroun) ont des perspectives stables, mais une opinion qui les juge spéculatives.

L'analyse détaillée des éléments actualisés qui guident les décisions du FMI sur la CEMAC est à suivre. Mais en attendant, on peut s'attendre à une année complexe, notamment en raison du Cameroun. Le pays doit rembourser en novembre 2025 un montant de 250 millions \$ représentant le reste d'un précédent eurobond. L'élection présidentielle est aussi prévue, un moment jugé sensible pour les politiques économiques, et les banques sont sous la pression d'une forte exposition à des risques pays dans la sous-région. Plus de 60% de l'exposition des banques sont sur les Etats et parmi eux on relève des difficultés dans les processus de remboursement.

Avec un secteur réel faible en termes de production et d'offres, des réserves de changes peu confortables et un déficit permanent jusqu'en 2029, la CEMAC semble ne pas être sortie de son urgence économique. Les solutions proposées sont pourtant complexes : trouver des voies et moyens pour s'en sortir, avec une faible capacité à mobiliser de la dette longue, comme cela a été le cas pour presque toutes les crises dans le monde ces dernières années.

Placide Onguéné

MARCHÉ BOURSIER

BGFI Holding pourrait intégrer la bourse avant fin juin 2025

Le montant de l'opération est estimé entre 80 et 100 milliards Fcfa. Ce projet s'inscrit dans un contexte de renforcement du marché boursier de la CEMAC (BVMAC), avec plusieurs autres IPO évoquées ou en préparation, dont celle de Commercial Bank of Cameroon et d'un assureur.

Henri Claude Oyima, PDG de BGFI Holding²

L'opération d'introduction en bourse de BGFI Holding, le groupe bancaire panafricain basé à Libreville, au Gabon, est à « un stade suffisamment avancé » et pourrait avoir lieu avant « la fin du premier semestre 2025 », sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires durant cette période, a fait savoir Louis Banga Ntolo, directeur général de la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale (BVMAC), le marché financier commun aux pays de la CEMAC, dans une interview exclusive accordée à l'Agence Ecofin à publier très prochainement.

« Nous saluons sincèrement l'initiative du président du conseil d'administration de la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale, également président de la holding, d'avoir pris la décision de présenter l'ensemble de la holding en tant que partenaire stratégique de la bourse. Plutôt que de choisir une seule filiale, il a choisi de faire coter la holding dans son intégralité », a précisé Louis Banga Ntolo.

Dans une interview accordée au site d'information économique Investir au Cameroun, Henri-Claude Oyima, président-directeur général de BGFI Holding, a confirmé que l'opération se déroulerait en 2025, en précisant qu'au maximum 10 % du capital sera ouvert aux investisseurs. Toutefois, il n'a pas donné de détails sur les dates exactes ni sur la portée de l'opération.

Des informations récentes, mais à confirmer, estiment que cette offre publique initiale (IPO) pourrait permettre de mobiliser entre 80 et 100 milliards FCFA, un montant considérable pour la sous-région. Parallèlement à cette opération, d'autres introductions boursières sont en cours de préparation.

L'une d'elles concerne la Commercial Bank of Cameroon. Le gouvernement, premier actionnaire, serait encore en discussion pour déterminer s'il fera appel à un partenaire stratégique extérieur ou si la proposition des dirigeants de la banque sera retenue. Dans ce contexte, il est difficile de préciser la date de son IPO.

Toujours dans le secteur privé, M. Ntolo a révélé qu'un assureur, membre du conseil de la bourse, envisage également une introduction en bourse. Il s'agirait de l'entreprise Zenithe Insurance. L'opération pourrait se dérouler entre 2025 et 2026, avec une cession de 40 % des parts de l'entreprise, qui doit encore confirmer son engagement à structurer l'opération.

Ces diverses initiatives devraient contribuer au renforcement d'un marché financier encore en développement. Créée à la suite de la fusion des Bourses de Douala et de Libreville, la BVMAC n'a pas encore atteint son niveau de performance optimal. Les Etats membres de la sous-région, à l'instar de la zone UEMOA, s'étaient engagés à dynamiser ses activités avec l'introduction en bourse de sociétés à capitaux publics, mais la mise en œuvre de ces engagements reste progressive. BGFI Holding devrait ainsi rejoindre un groupe de six entreprises cotées. Selon l'annonce des activités de marché de jeudi 27 février dernier, la valeur de marché de ces entreprises s'élevait à 429,68 milliards Fcfa, dont 14,4 % sont accessibles aux investisseurs pour des transactions d'achat et de vente directes.

Antoine Mboussi

ZONE CEMAC

La Bvmac explore deux solutions pour accélérer la croissance du marché boursier

Le processus de fractionnement des actions est en cours depuis deux ans. Il vise à augmenter le volume des transactions et à rendre l'accès au marché plus facile, notamment via le mobile money. Ces mesures devraient stimuler la liquidité et favoriser une plus grande inclusion financière



Louis Banga Ntolo, DG de la BVMAC

Louis Banga Ntolo (photo), directeur général de la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale (BVMAC), explore actuellement deux solutions pour soutenir la croissance de ce marché financier commun aux six pays de la CEMAC : une digitalisation accrue des opérations et un fractionnement de la valeur des actions des sociétés cotées.

« Cette réforme représente pour nous un enjeu majeur pour 2025. Elle est sur le point d'être finalisée, car nous l'avons entamée il y a presque deux ans. Nous avons déjà identifié plusieurs partenaires qui nous accompagneront dans l'automatisation des processus », a-t-il indiqué, lors d'une interview exclusive, à publier prochainement sur Investir au Cameroun.

Les deux solutions sont complémentaires. La BVMAC compte actuellement 6 sociétés cotées. L'action la moins chère (SCG RE) est cotée à 21 500 FCFA (34,1 \$), tandis que la plus élevée (Banque Nationale de Guinée Equatoriale - BANGE) est à 207 300 FCFA. Ces niveaux excluent les petits épargnants, qui sont freinés par des prix d'action trop élevés pour investir en l'état actuel.

Le fractionnement de ces actions permettrait d'augmenter le volume des transactions et offrirait davantage d'opportunités aux acteurs du marché, notamment les 25 sociétés de bourse, les sociétés d'investissement à capital fixe, ainsi que les 15 gestionnaires d'actifs opérant dans la zone CEMAC. Ces derniers se partagent aujourd'hui un marché étroit, qui doit encore devenir plus dynamique.

Cependant, une augmentation du volume des transactions à la suite du fractionnement exigera un changement dans la gestion de ces transactions. Actuellement, le processus d'investissement boursier passe par un compte bancaire, une méthode qui ne tire pas pleinement parti de l'inclusion financière croissante, notamment via l'épargne sur les portefeuilles mobiles.

La digitalisation des processus consistera donc à passer d'un modèle fixe à un système continu. Il serait nécessaire d'introduire des plateformes de bourse en ligne et de permettre l'utilisation de solutions telles qu'Orange Money ou Mobile Money (MTN) pour effectuer des transactions.

Actuellement, le volume des transactions reste modeste, et cela limite les sources de revenus de l'institution, qui dépendent principalement des États qui accumulent des arriérés. Le fractionnement augmentera le nombre de titres disponibles à la transaction, et la digitalisation permettra de les exécuter de manière plus fluide, générant ainsi de la valeur pour tous les acteurs impliqués.

Omer Kamga

RENCONTRES ÉCONOMIQUES 2025

AGL Cameroun et Camrail renforcent leur engagement pour un transport et une logistique innovante et durable

Africa Global Logistics (AGL) Cameroun et Cameroon Railways (CAMRAIL), deux filiales d'AGL, ont activement participé aux Rencontres Économiques de Yaoundé, qui se sont tenues du 26 au 27 février 2025 sous le thème : « Relancer l'économie camerounaise dans un contexte de mutation profonde de l'économie mondiale : quelles sont les clés ? »

Placée sous la présidence du Premier Ministre Joseph Dion Ngute, cette première édition organisée par le Groupement des Entreprises du Cameroun (GECAM) a rassemblé des décideurs publics, des experts internationaux et des entreprises du secteur privé pour explorer des leviers stratégiques de relance économique.

Durant ces deux jours d'échanges, AGL Cameroun et CAMRAIL ont mis en avant leur expertise et des solutions innovantes pour accompagner la transformation logistique du pays. Cet engagement s'est traduit par des rencontres stratégiques Business-to-Business (B2B) avec des partenaires institutionnels et professionnels, axés sur les défis et opportunités du secteur. Lors de ces discussions, AGL Cameroun a insisté sur trois axes stratégiques majeurs :

- L'optimisation de la fluidité des échanges commerciaux : en proposant des solutions logistiques adaptées aux besoins du marché camerounais et régional.
 - L'accélération de la digitalisation des services logistiques : pour optimiser l'efficacité des opérations et améliorer la compétitivité des entreprises locales.
 - Le développement de solutions logistiques durables et écoresponsables : en phase avec les objectifs du Cameroun en matière de transition écologique et d'industrialisation
- « Notre présence aux Rencontres

Économiques de Yaoundé a été une occasion précieuse de renforcer le dialogue avec les parties prenantes et de réaffirmer notre engagement pour une logistique moderne, performante et durable. AGL Cameroun continuera à accompagner le développement des infrastructures et services stratégiques pour soutenir la croissance du pays », a déclaré Mama Nsouchiat Fit, Directeur Général Adjoint d'AGL Cameroun. Outre les contributions aux débats, CAMRAIL a fait une présentation de ses produits et services Voyageurs et Fret. Dans le même temps, le concessionnaire a accueilli à son stand, de nombreux visiteurs venus notamment comprendre l'activité ferroviaire et ses implications sur l'économie. « En plus de nos solutions de mobilité, notre contribution à la facilitation des enlèvements portuaires et à la compétitivité des corridors, notre contribution à la stabilisation des prix des hydrocarbures, le chemin de fer camerounais contribue à évacuer des volumes importants de marchandises destinés à l'exportation principalement le bois en grumes et débités, le coton fibre, le sésame, la gomme arabique dont d'importants volumes proviennent du



AFRICA GLOBAL LOGISTICS CAMEROUN

Tchad et de la RCA. Ces opérations à l'exportation constituent d'importantes sources de rentrées de devises. », souligne Alain Minoué, Directeur Commercial Marketing à CAMRAIL.

Partenaire stratégique essentiel pour plusieurs industries et entreprises commerciales, CAMRAIL facilite le transport et la distribution de leurs produits à travers le pays. De plus, grâce à CAMRAIL, d'importants volumes sont transportés, ce qui lui permet de jouer un rôle prépondérant dans la fluidité des échanges aussi bien sur le plan local que sous-régional. A titre de rappel, CAMRAIL, acteur majeur du développement économique et social du Cameroun, investit chaque année près de 12 milliards de FCFA et reverse environ 10 milliards de FCFA à l'État sous forme d'impôts et de taxes.

FOCAC 2025-2027

Concrétiser la nouvelle approche de la Chine dans ses investissements en Afrique

L'Africa-China Centre for Policy & Advisory (ACCPA) a organisé un webinaire enrichissant le 25 février dernier, analysant le paysage post-FOCAC. Des experts d'institutions de renom ont échangé sur l'évolution de la position de l'Afrique dans les discussions avec la Chine, sur le virage vers des investissements à fort impact, ainsi que sur la réalisation des engagements du FOCAC depuis septembre dernier.

L'événement a rassemblé Dennis Munene Mwaniki, Directeur Exécutif du China-Africa Center de l'Africa Policy Institute ; Paul Frimpong, Directeur Exécutif de l'ACCPA ; ainsi qu'An Na, Consultant et spécialiste de la Chine à l'agence de communication 35°Nord. Leurs discussions ont apporté des éclairages essentiels sur le commerce, la stratégie d'investissement et la coopération en matière de sécurité dans le cadre du FOCAC.

Parmi les évolutions majeures, la Chine a récemment étendu sa politique de zéro tarif à 140 nouveaux produits d'exportation africains. Cette initiative vise à renforcer les échanges commerciaux, tout en réduisant la dépendance de l'Afrique aux exportations de matières premières. « Le FOCAC s'aligne sur l'Agenda 2063 de l'Afrique, soutenant l'intégration régionale à travers la construction de routes, de chemins de fer et d'autres projets d'infrastructure », a expliqué Dennis Munene Mwaniki en rappelant le rôle du FOCAC dans le développement économique africain. Il a également souligné l'importance des « dix plans d'action de la Chine pour dynamiser le commerce et renforcer la coopération industrielle en Afrique ». De son côté, Paul Frimpong a souligné : « Le FOCAC demeure le sommet Afrique + 1 le plus cohérent et le

plus impactant, offrant le cadre de coopération le plus large avec des avantages tangibles pour l'Afrique. Le parcours de modernisation de la Chine constitue aussi une source précieuse d'inspiration pour l'industrialisation africaine. »

Un sujet central de la discussion a porté sur l'évolution de l'approche d'investissement de la Chine, qui est passée de mégaprojets à grande échelle à des investissements localisés et à fort impact. Cette stratégie pivotante, nommée « Petits et Beaux », favorise les projets rentables et durables dans des domaines tels que l'énergie propre, les infrastructures numériques et l'industrialisation. An Na, qui a accompagné des acteurs institutionnels et privés à Beijing en septembre dernier, a partagé son expérience : « Petits et Beaux ne se limite pas à un simple slogan ; il incarne une transition vers des modèles d'investissement favorisant les partenariats locaux et la durabilité à long terme plutôt que la simple expansion. »

Outre le commerce et les investissements, la collaboration en matière de sécurité entre l'Afrique et la Chine constituait un autre élément essentiel. L'initiative pour la sécurité



Soutenir l'intégration régionale à travers la construction de routes, de chemins de fer et d'autres projets d'infrastructure

mondiale (Global Security Initiative, GSI) met en avant l'implication de la Chine dans la promotion de la stabilité à travers le continent. « L'objectif de l'Afrique de 'Faire taire les armes' s'aligne étroitement avec la GSI de la Chine, montrant l'harmonisation entre le FOCAC et les objectifs de développement de l'Afrique », a noté Mwaniki.

Le webinaire post-FOCAC 2025 a réaffirmé que l'avenir des relations Afrique-Chine sera pragmatique et axé sur les résultats, en privilégiant la facilitation du commerce, les investissements ciblés et le développement d'infrastructures durables. Alors que le Plan d'action FOCAC 2025-2027 est mis en œuvre, il est essentiel que les parties prenantes se concentrent sur l'exploitation de ces engagements afin de stimuler une transformation économique à long terme.

RENCONTRES ÉCONOMIQUES 2025

Des solutions concrètes pour une relance durable

Les deux journées d'échanges autour de l'économie du Cameroun, organisées à l'initiative du Groupement des entreprises du Cameroun (Gecam), se sont achevées à Yaoundé. Que retenir de ce conclave tenu autour du thème central « Relancer l'économie camerounaise dans le contexte de mutation profonde de l'économie mondiale : Quelles sont les clés ? ».



Des recommandations concrètes pour une mise en oeuvre efficace23

Au cours de deux journées riches en échanges, huit ateliers thématiques, des plénières et des rendez-vous « business to business » ont permis d'identifier des leviers concrets pour dynamiser l'économie nationale. Cet événement, qui a également attiré des experts africains et internationaux, a abouti à des recommandations stratégiques dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie, l'infrastructure, le numérique, la fiscalité et l'employabilité des jeunes. Les participants aux ateliers ont mis en lumière les pesanteurs freinant la compétitivité économique et ont formulé des solutions concrètes.

Concernant le développement de l'agribusiness, les experts ont insisté sur l'importance d'établir un cadre permanent de concertation entre le gouvernement et le secteur privé, d'accélérer la réforme foncière, et de promouvoir la transformation locale des produits agricoles sous le label « Made in Cameroon ».

Dans le domaine de l'énergie et de l'industrie, les discussions ont convergé vers la nécessité de développer un mix énergétique compétitif, incluant le gaz, le solaire et la valorisation des déchets, tout en libérant la production et la commercialisation de l'énergie. Une réflexion sur une politique de tarification adaptée aux ambitions industrielles a également été recommandée.

S'agissant des infrastructures, un appel a été lancé pour renforcer les Partenariats public-privé (Ppp) et simplifier les procédures réglementaires afin de stimuler l'investissement. Les participants ont également demandé une lutte renforcée contre la corruption et une meilleure coordination entre les différents niveaux de gouvernement pour garantir l'exécution efficace des projets.

Emploi, numérique et gouvernance au cœur des priorités

L'une des préoccupations majeures abordées lors de ces rencontres était l'employabilité des jeunes. Les participants ont recommandé une refonte globale des programmes de formation professionnelle et universitaire pour les aligner sur les besoins des secteurs productifs. Ils ont également appelé à renforcer les incitations à l'embauche et aux stages professionnels et à intégrer les instituts de formation dans la définition des politiques économiques. Le numérique a également occupé une place centrale.

Les experts ont plaidé pour la création d'un Conseil national du numérique (Cnn), le développement d'un portail gouvernemental des services et des incitations à l'adoption de solutions digitales dans les administrations et les entreprises.

Pour soutenir l'innovation, il a été proposé de faciliter l'accès des startups locales aux marchés publics et de développer des formations adaptées aux métiers du numérique. Les discussions ont mis l'accent sur l'importance d'une gouvernance économique forte. Les participants ont insisté sur la nécessité pour l'État de garantir la stabilité et la prévisibilité de la règle de droit, tout en renforçant les sanctions contre la corruption dans les services publics.

Vers un suivi participatif des recommandations

« Le gouvernement est impatient de recevoir les conclusions des présentes réflexions », a déclaré Joseph Dion Ngute lors de la cérémonie d'ouverture. Une annonce qui prouve que les recommandations formulées feront l'objet d'un suivi rigoureux. Une proposition clé consiste à mettre en place un comité participatif dédié au monitoring de ces recommandations, afin d'assurer leur mise en œuvre effective.

Le Gecam, organisateur de ces rencontres, se félicite du succès de cette première édition qui, selon son président, marque un tournant pour l'économie camerounaise. Les Rec 2025 ont su offrir une plateforme unique pour bâtir des solutions innovantes et établir des partenariats stratégiques, ouvrant ainsi la voie à une relance économique durable.

Elise Nguélé

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE

L'Angola, prochain membre de la SADC

En cours depuis plusieurs mois, le processus d'adhésion de l'Angola à la zone de libre-échange de la SADC arrive bientôt à terme. Cela ouvrira davantage le marché angolais et élargira les possibilités de commerce transfrontalier dans la région.



Élargir les possibilités de commerce transfrontalier dans la région

D'ici mi-2025, l'Angola deviendra officiellement le 14^e État membre de la SADC Free Trade Area (FTA), la zone de libre-échange de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Les prochaines réunions de la commission de l'institution communautaire et du comité des ministres du Commerce prévues pour mai et juin prochains approuveront l'ajout définitif du pays.

L'Angola est l'un des trois membres de la SADC, avec les Comores et la République démocratique du Congo, à n'avoir pas pleinement mis en œuvre le protocole de la Zone de libre-échange, en vigueur depuis 2008. Ce qui entrave l'effectivité du libre-échange avec les autres États.

Une fois bouclée, cette étape permettra à l'Angola de bénéficier entre autres de droits de douane réduits et de l'élimination des barrières non tarifaires qui favoriseront le commerce intra-régional. Cela devrait aider de même les autres États membres de la SADC à mieux accéder au marché angolais pour l'écoulement de leurs biens et services, avec des effets d'entraînement sur la croissance économique et la prospérité régionale.

Depuis la formation de la zone de libre-échange de la SADC, considéré comme l'un des accords commerciaux régionaux le plus réussis d'Afrique, le commerce intra régional a connu une progression significative. Les données officielles montrent par exemple qu'en 1995, les exportations intrarégionales représentaient 13,7% du commerce total. Mais en 2019, ils sont passés à environ 21%. Cependant, la grande partie des exportations globales de la zone se font en dehors de l'Afrique.

En 2023 par exemple, les données de Observatory of Economic Complexity montrent que la valeur des exportations globales de la SADC avait atteint 290 milliards USD (1,28% des exportations mondiales) et les importations de 224 milliards de dollars (0,99% des importations mondiales). Mais le commerce entre les États membres ne représentait que 15% des échanges globaux.

Placide Onguéné

PROJETS ROUTIERS CEMAC

Nganou Djoumessi satisfait du niveau de réalisation

Le Ministre des Travaux Publics (MinTP), Emmanuel Nganou Djoumessi, s'est exprimé le 4 mars dernier à Yaoundé. C'était lors de la 9^e session du Comité national de pilotage des Programmes routiers intégrateurs, du Projet de Facilitation des Transports et de Transit en zone CEMAC et du Projet de transport multimodal.

Le gouvernement camerounais s'est en effet engagé à développer le secteur du transport conformément à la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30). C'est ainsi qu'un accent particulier est mis sur l'aménagement des infrastructures routières. Le Cameroun bénéficie à cet effet de l'appui de ses partenaires techniques et financiers que sont : la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, la Banque Islamique de Développement, l'Agence japonaise de coopération internationale, l'Agence Française de Développement, l'Union Européenne, la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale.

Près de 2 mille milliards de Fcfa mobilisés Pour ces travaux, les interventions ont été axées sur trois points : les travaux routiers, la construction des infrastructures socio-économiques et les études et appuis institutionnels. Le ministre des Travaux publics affirme ainsi que « nous avons déjà mobilisé un peu plus de deux mille milliards de Fcfa, pour les investissements routiers et nos partenaires sont à nos côtés pour nous accompagner à poursuivre ces investissements routiers ».

Emmanuel Nganou Djoumessi relève qu'il s'agit notamment des travaux d'aménagement et de réhabilitation des sections de route Matazem-Welcome to Bamenda (18km), voie de contournement de la ville de Bamenda (4,93km), Ecole des Champions-Agence Amour Mezam

(5,5km) ainsi que 30 km de routes communales bitumées dans les localités traversées par la route Babadjou-Bamenda; la réhabilitation engagée des sections Maroua-Moutourwa (36 km), Magada-Guidiguiss (68,30 km) et Guidiguiss-Yagoua (68,70 km); la construction des sections Kumbo-Nkambe-Misaje y compris la voie de contournement de Nkambe dans la région du Nord-ouest; Bogu-Guirvidig (32,86 km), voirie de Bogu (5 km) et Maroua (6,2 km), Guirvidig-Pouss (30,86 km), voirie de Maga (2 km) et Guirvidig (2 km), puis la reconstruction de la route Mora-Tchakamari (22km) dans la région de l'Extrême-nord. « En sus de ces projets, les travaux de reconstruction des routes Tchakamari-Dabanga-Kousseri et Ngaoundéré-Garoua, vont démarrer avant la fin du premier semestre 2025 », précise-t-il.

Missions du Comité Le Comité national de Pilotage des Programmes routiers intégrateurs et des projets de facilitation des transports en zone CEMAC, est l'instance de coordination des projets routiers mis en œuvre en vue d'améliorer la circulation et le transport en zone CEMAC. Quant à la mise en œuvre du projet multimodal et la facilitation des transports et de transit en zone



Emmanuel Nganou Djoumessi, Ministre des Travaux Publics

Cemac elle implique, outre le Ministère des Travaux Publics, la Cameroon Civil Aviation Authority, la Cameroon Railways ainsi que le Port autonome de Douala.

Après en avoir établi le bilan, le ministre des Travaux publics qui assure la présidence de l'instance, affirme toutefois qu'il reste fort à faire. Emmanuel Nganou Djoumessi en a profité pour demander aux entreprises d'être mieux organisées afin de livrer les travaux dans les délais. « Nous y veillerons », a-t-il laissé entendre.

Omer Kamga

ACCÈS À LA SANTÉ

Comment l'Afrique peut pallier la forte réduction de l'aide américaine

Outre l'appui des donateurs autres que les Etats-Unis, la promotion de l'intégration régionale et le renforcement des partenariats public-privé, le rapport souligne que les pays africains doivent développer une série d'options de financement intérieur pour réduire leur vulnérabilité aux fluctuations des priorités politiques des bailleurs de fonds.

Les coupes drastiques dans l'aide internationale américaine, décidées par l'administration Trump, engendreront un grave déficit de financement des services de santé dans de nombreux pays africains à faible revenu, mais des alternatives existent pour limiter les dégâts sur le court et moyen terme et sortir de la dépendance à l'aide extérieure à plus long terme, selon un rapport publié le 25 février par le Center for Global Development (CGD), un think tank basé à Washington qui œuvre à améliorer les politiques de développement à l'échelle internationale.

Intitulé « 26 Countries Are Most Vulnerable to US Global Health Aid Cuts. Can Other Funders Bridge the Gap ? », le rapport indique que les Etats-Unis sont le principal bailleur de fonds de nombreux programmes d'accès à la santé à travers le monde, avec un montant estimé à 12,4 milliards de dollars chaque année. Sur cette somme, 8,5 milliards de dollars sont servis dans un cadre bilatéral et 4 milliards sont alloués à des organismes multilatéraux spécialisés. En conséquence, la forte réduction de l'aide humanitaire et au développement, annoncée par les autorités américaines dans la foulée du retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, pourrait avoir des impacts très significatifs sur de nombreux programmes de santé qui étaient jusqu'ici financés par Washington aux quatre coins du globe. Cela va de la thérapie antirétrovirale pour les adultes infectés par le VIH au traitement de la tuberculose, en passant par les soins d'urgence pour les mères et les nouveau-nés.

Le rapport identifie 26 pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) très vulnérables à la réduction de l'aide américaine dans le domaine de la santé. Ces pays sont définis comme ceux où l'aide bilatérale américaine équivaut à 10 % ou plus des dépenses de santé du gouvernement et qui

sont soit à faible revenu, soit en situation de surendettement.

Ces 26 pays, qui reçoivent collectivement 3,4 milliards de dollars d'aide bilatérale américaine à la santé, sont ainsi soumis à de fortes contraintes budgétaires, ce qui signifie qu'ils sont le moins en mesure de répondre de manière adéquate à une baisse drastique de l'aide.

Sur ces 26 pays, 21 sont situés en Afrique. Il s'agit, entre autres, de la Somalie, où l'aide bilatérale américaine représente 237% des dépenses de santé du gouvernement, du Soudan du Sud (235%), du Malawi (207%), de l'Ouganda (95%), du Liberia (93%), du Mozambique (83%) et de la Tanzanie (59%).

Le caractère brutal des coupes dans l'aide américaine a désarçonné les décideurs africains qui s'interrogent encore sur les moyens d'éviter un recul des progrès réalisés dans le domaine de la santé.

Pourtant, des alternatives existent pour combler le vide laissé par le retrait des Etats-Unis. Sur le court et moyen terme, les bailleurs de fonds bilatéraux et les banques multilatérales pourraient augmenter leurs contributions pour combler le déficit des budgets de la santé des pays les plus exposés aux effets néfastes des coupes dans l'aide américaine. Les Etats-Unis fournissaient bon an, mal an 8,5 milliards de dollars d'aide bilatérale à des programmes de santé à travers le monde. Cette somme pourrait théoriquement être « remplacée » par d'autres donateurs. Au cours de la phase initiale de la riposte à la pandémie de Covid-19, (les années 2019 et 2020), les donateurs hors Etats-Unis avaient déjà augmenté leurs contributions de plus de 10 milliards de dollars.

DIVERSIFIER LA MOBILISATION DES RESSOURCES NATIONALES

Les bailleurs de fonds pourraient aussi élargir l'espace budgétaire des principaux pays récipiendaires de l'aide américaine, grâce à des initiatives d'allègement de la dette et des moratoires sur la dette. Au cours de la pandémie de Covid-19, l'allègement d'urgence de la dette dans le cadre de l'initiative DSSI (Initiative de suspension du service de la dette) a par exemple permis de débloquer 1,8 milliard de dollars. En outre, des donateurs non traditionnels comme la Chine pourraient intervenir, surtout qu'ils sont plus préoccupés par les risques qui pèsent sur le remboursement des dettes accordées aux pays à faible revenu.

Les organisations philanthropiques telles que la Fondation Bill-et-Melinda-Gates et Open Philanthropy pourraient également combler les dépenses programmées durant l'année en cours, car elles sont en mesure d'agir plus rapidement que les donateurs bilatéraux et de passer plus facilement des contrats avec des partenaires de mise en œuvre de programmes de santé basés aux Etats-Unis.

Le rapport souligne cependant que la voie la plus durable reste la diversification de la mobilisation des ressources nationales. Cet avis est partagé par de nombreux experts, dont Francisca Mutapi, professeur en infectiologie-immunologie à l'Université d'Édimbourg (Royaume-Uni).

« Le Zimbabwe a comblé les déficits de ressources des donateurs grâce à sa taxe de 3 % sur le Sida (instaurée en 1999). Imposée sur les revenus des particuliers et des entreprises, cette taxe finance des programmes nationaux de prévention,



L'Afrique a besoin pour se libérer de la dépendance à un système d'aide au développement défaillant

de soins et de traitement du VIH/sida. Le Nigeria est un autre pays qui a pris des initiatives, en donnant la priorité à l'allocation budgétaire nationale à la santé. Il s'est récemment engagé à embaucher les 28 000 travailleurs de la santé auparavant rémunérés par l'USAID. Cela démontre que le financement national de la santé en Afrique est possible », a-t-elle rappelé dans une tribune publiée récemment dans la revue « The Conversation », tout en notant que les taxes sur le tabac restent par exemple sous-utilisées sur le continent. Selon Catherine Kyobutungi, directrice exécutive de l'African Population and Health Research Center, les décisions soudaines et drastiques prises par l'administration Trump représentent « le signal d'alarme dont le continent africain a besoin pour se libérer de la dépendance à un système d'aide au développement défaillant qui est, de l'aveu général, un outil d'influence géopolitique ».

Mme Mutapi estime par ailleurs qu'une meilleure intégration régionale en matière de production locale des médicaments et le renforcement des partenariats public-privé entre les gouvernements et des institutions locales ou internationales peuvent combler les déficits de financement et accélérer la sortie de l'Afrique de sa dépendance à l'aide.

Placide Onguéné

STOCKAGE

La SCDP renforce son partenariat avec Gazcom pour sécuriser l'approvisionnement en gaz du Tchad

La Société camerounaise des dépôts pétroliers (SCDP) a annoncé le 4 mars 2025 avoir renforcé son partenariat avec Gazcom, l'entreprise tchadienne spécialisée dans le secteur gazier.



Véronique Moampe Mbio directrice générale de la SCDP en visite au Tchad

Cette annonce fait suite à une visite de travail effectuée fin février 2025 au Tchad par Véronique Moampe Mbio directrice générale de la

le transit des hydrocarbures en améliorant la logistique pour assurer un approvisionnement sécurisé du Tchad depuis le Cameroun. L'entreprise prévoit

SCDP. Elle a rencontré Mahamat Souleyman Loni, président du Conseil d'administration de Gazcom, et Mamahat Malik Youssouf, directeur général de l'entreprise. « Le but de cette rencontre est de renforcer le partenariat avec Gazcom et d'explorer de nouvelles perspectives de coopération », a indiqué la SCDP dans un communiqué.

Concrètement, la SCDP s'engage à optimiser

également d'augmenter ses capacités de stockage afin de garantir une meilleure flexibilité opérationnelle, tout en simplifiant les démarches administratives pour fluidifier l'ensemble du processus logistique. Pour la SCDP, ce partenariat s'inscrit dans une vision stratégique visant à offrir un approvisionnement fiable et sécurisé en produits pétroliers pour le Tchad, tout en renforçant le partenariat entre nos deux pays.

Déjà en 2020, le Tchad avait sollicité la SCDP pour assurer son approvisionnement en gaz de pétrole liquéfié (GPL), alors que sa raffinerie devait connaître un arrêt d'un mois. Quant à la République centrafricaine, autre pays enclavé, 20 % de son approvisionnement en produits pétroliers proviennent du Cameroun. Rappelons que dans ce pays, la Société

Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP), a également pour missions statutaires de procéder à la réception des navires destinés à l'approvisionnement en produits pétroliers importés, ainsi qu'à la mise à la consommation desdits produits. Elle devrait ainsi renforcer sa présence au Tchad, mettant l'accent particulier sur l'approvisionnement en gaz. Cette sollicitation n'est pas une première pour l'entreprise camerounaise. Déjà en 2020, le Tchad avait sollicité la SCDP pour assurer son approvisionnement en gaz de pétrole liquéfié (GPL), alors que sa raffinerie devait connaître un arrêt d'un mois, apportant ainsi une stabilité dans l'approvisionnement en gaz.

Elise Nguélé

CHOCOLAT

Ngozi Okonjo-Iweala, DG de l'OMC, invite la Suisse à produire en Afrique

L'Afrique produit 75% du cacao mondial mais sa part des revenus générés dans l'industrie du chocolat reste en dessous de 10%. La nouvelle sortie d'Okonjo-Iweala soulève des questions sur la place du continent dans la chaîne de valeur et la réalité des investissements dans ce secteur.



Lors du Forum de coopération internationale en Suisse, la directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Ngozi Okonjo-Iweala (photo), a encouragé le pays, connu pour ses chocolats de qualité, à décentraliser ses chaînes de valeur et produire directement en Afrique. Selon elle, la Suisse peut produire ses chocolats de qualité directement en Afrique, « contribuant ainsi à créer plus de valeur, plus d'emplois et un commerce plus équitable sur le continent ». Si l'idée est ambitieuse, l'analyse des dynamiques et fondements de ce marché montre qu'elle est plus complexe qu'il n'y paraît.

Une idée ambitieuse, mais pas nouvelle. La chaîne commence par la production des fèves de cacao (plus de deux tiers en Afrique, notamment dans des pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, ou encore le Cameroun). Ces fèves sont ensuite transformées en beurre, poudre et pâte de cacao dans des usines. C'est après ces premières transformations que l'industrie chocolatière utilise ces produits pour la fabrication de tablettes, confiseries et autres produits dérivés. Selon plusieurs sources concordantes, l'industrie mondiale du chocolat génère annuellement plus de 130 milliards de dollars, et seulement une petite partie revient aux producteurs de fèves. C'est dans cette logique que plusieurs voix montent, dans le même esprit qu'Okonjo-Iweala, pour le renforcement de la

chaîne de valeur du cacao en Afrique et le développement d'une industrie locale de production de chocolat.

Dans les faits, l'Afrique ne fait pas que produire des fèves de cacao, car des premières transformations sont déjà réalisées sur le continent. A titre d'exemple, le groupe suisse Barry Callebaut, numéro un mondial des produits à base de cacao et de chocolat, possède des usines en Côte d'Ivoire et au Cameroun, où il produit du beurre et de la pâte de cacao destinés à l'exportation. Peu de données existent néanmoins pour mesurer ce que représente la première transformation réalisée en Afrique sur celle à l'échelle mondiale. Selon Swissinfo.ch, qui cite l'Organisation internationale du cacao (ICCO), au cours de l'année cacaoyère 2021/2022 qui s'étend d'octobre à septembre, « la Côte d'Ivoire n'a transformé que 675 000 tonnes de fèves de cacao, soit un tiers de la récolte de 2,1 millions de tonnes. Les 1,4 million de tonnes restantes ont été exportées sous forme de fèves brutes, principalement en Malaisie et aux Pays-Bas, où elles ont été transformées et revendues à des fabricants. »

D'un autre côté, plusieurs initiatives récentes montrent que certains industriels commencent par être intéressés par une production finale de chocolat en Afrique, bien que de façon ciblée. En Égypte, Barry Callebaut a annoncé en

octobre 2024 un investissement de 30 millions de dollars pour construire une usine de fabrication de chocolat destinée au marché local et régional. Selon le quotidien local Daily News, ce projet vise à approvisionner le marché local en pleine croissance et à faire du pays un centre régional pour l'exportation vers le Moyen-Orient et l'Afrique. Avant cela, en juin 2024, le chocolatier français Olivier Bordais a lancé la construction d'une chocolaterie au Cameroun, un projet de près d'un milliard FCFA visant à produire du chocolat haut de gamme directement sur place.

PLUS COMPLEXE QU'IL N'Y PARAÎT

Plusieurs facteurs peuvent expliquer pourquoi les usines de production de chocolat en Afrique ne sont pas nombreuses. Le premier est lié aux infrastructures. La production de chocolat nécessite une chaîne du froid efficace, une électricité stable et des équipements spécifiques pour garantir le respect des normes de qualité. Dans plusieurs pays africains, ces conditions montrent encore des limites, ce qui peut poser un défi pour les industriels. Un autre élément clé à examiner est le coût de production. Même si la matière première est disponible localement, les frais logistiques et les contraintes réglementaires sont d'autres paramètres qui prennent en compte les investisseurs. L'importation d'équipements spécialisés et les droits de douane appliqués sur certains intrants peuvent rendre la production plus coûteuse en Afrique qu'en Europe. Par ailleurs, les standards et attentes des consommateurs internationaux sont aussi un point important. La Suisse a bâti sa réputation sur un contrôle strict de la qualité et des procédés de fabrication précis. La question de l'adaptation aux normes suisses et européennes dans un contexte de production africaine se pose.

VERS UNE INDUSTRIALISATION À PLUS GRANDE ÉCHELLE ?

Malgré tous ces défis, la consommation locale pourrait être un levier de transformation. Avec une classe moyenne en croissance et une population qui atteindra 2,5 milliards d'habitants

d'ici 2050 selon l'ONU, le marché africain du chocolat a un potentiel encore sous-exploité. Pour le moment, la demande locale est satisfaite par les quelques producteurs « made in Africa », les rares usines locales, et en grande partie par les importations.

Selon la plateforme World's Top Exports, les importations de chocolat en Afrique ont représenté seulement 1,9 % des importations mondiales en 2023, un chiffre bien en dessous des grandes régions consommatrices comme l'Europe (60,8 %) ou l'Asie (17,4 %). Certains pays africains affichent néanmoins une dynamique intéressante. Le Maroc a importé pour 101,3 millions de dollars de chocolat en 2023 (en hausse de 11,4 % par rapport à l'année précédente) contre 142 millions \$ pour la Libye. L'Afrique du Sud, qui reste le premier importateur de chocolat en Afrique subsaharienne, a atteint un volume de 126,1 millions de dollars (+6,2%). Le Nigeria a connu une forte augmentation de ses importations, qui ont augmenté à 37,4 millions \$ (+29,3 %). D'autres pays africains comme Maurice et l'Égypte font partie du Top 100, qui représente 98,4% du total importé dans le monde selon le site.

Si ces tendances se confirment dans les prochaines années, elles pourraient indiquer qu'un marché en expansion se développe pour les fabricants de chocolat en Afrique. Cela pourrait inciter davantage d'industriels à envisager l'idée de produire directement sur le continent, plutôt que d'y expédier uniquement des produits finis. Toutefois, cette transformation industrielle ne pourra se faire sans relever les défis susmentionnés. Reste aussi à savoir si cette industrialisation permettrait aux agriculteurs de mieux valoriser leur cacao, ou si le modèle de transformation resterait dominé par des groupes internationaux, limitant ainsi l'impact économique pour les pays producteurs.

Félix Victor Dévaloix

Eco-tidien
Journal d'information économique et financière

Siège Social et Rédaction, Akwa - Douala
Récépissé de déclaration
N°000127/RDDJ/C19/BRP du 06 Avril 2011
B.P : 13096 Douala
Tél. : 677 239 567 / 696 820 394
Mail : journal.ecotidien@gmail.com
Web : www.ecotidien.com

**DIRECTEUR DE PUBLICATION
ET REDACTEUR EN CHEF**
Bertrand ABEGOUMEGNE

CONSEIL EDITORIAL
Cyrille ONANA, Ludovic FANSI
Alain MINOUE

REDACTION CENTRALE
Elise NGUELE, Cédric BOYOMO,
Christian ADONG, Hassan MAMA
Vanessa EBOULIE, Paul NKALA
André Noir, Placide ONGUENE

MISE EN PAGE
Jules HERVÉ INF.

IMPRIMERIE
JV Graph

DISTRIBUTION
Messapresse

TIRAGE
1000 exemplaires

Une Publication de l'Agence Rhéma Services

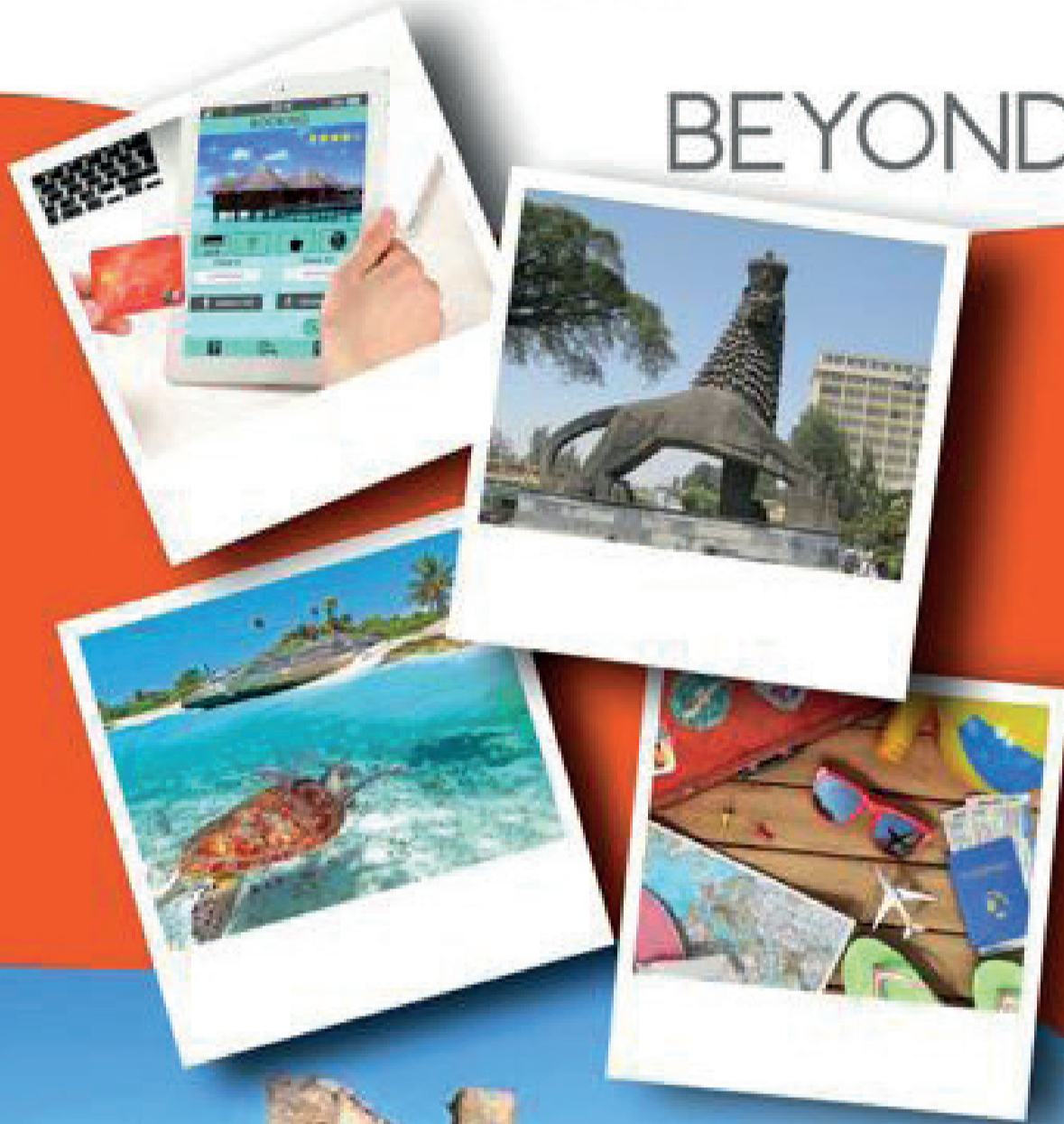




Akiba

TRAVEL SERVICES

BEYOND TRAVEL...



- ◆ Air ticket
- ◆ Travel Insurance
- ◆ Visa assistance
- ◆ Hôtel Booking
- ◆ Car rental
- ◆ Airport transfer
- ◆ Tour package
- ◆ Event Management



 +237 233 42 66 37

 +237 676 64 64 57

 +237 695 98 50 96

 Ancien Immeuble Nobra, 2e Étage, Porte 4

 servicedesk@akiba-travel.com

 www.akiba-travel.com



banque
atlantique
Cameroun

atlantic group



devient



AFG
BANK

Atlantic Group

...Et tout devient possible